

LA POLITIQUE AFRICAINE DES ETATS-UNIS DE 1947 À 2005: DE L'ENGAGEMENT SÉLECTIF À LA POLITIQUE DE «LEGACY»

Mamadou Ka

*Collège Universitaire de Saint Boniface
Winnipeg, Manitoba, Canada*

De la naissance de la fédération américaine à la Deuxième guerre mondiale, la politique étrangère américaine à l'égard de l'Afrique est caractérisée par une sorte de négligence sinon d'indifférence qui s'est invétérée avec les années qui passent sans subir de changement majeur (Schraeder, 1994 : 3). Après la guerre, la lutte contre l'expansion du communisme est au centre de la politique africaine des États-unis entre 1947 et 1989. Au lendemain de la chute du Mur de Berlin, George Bush senior arrive au pouvoir avec aucune vision pour le continent africain. Le nouvel ordre mondial qu'il tente de mettre sur pied exclut totalement l'Afrique qui vient de perdre son importance géopolitique avec l'implosion de l'URSS. La politique étrangère à l'égard de l'Afrique sous William J. Clinton, basée, pour la plupart, sur des fondements idéalistes beaucoup plus solides, sera en définitive plus paternaliste que productive. Georges W. Bush, au début de son mandat, est tout simplement laconique dans ses propos à l'égard de l'Afrique. Peut-être ne voulait-il pas mettre en exergue ses impérities quant au continent africain. Finalement, force est de constater qu'aucune administration, comme nous le verrons plus loin, n'a véritablement développé de politique, de stratégie à long terme pour guider les activités et les implications américaines en Afrique dans les années 1990 et 2000.

La première partie du texte fait le bilan de la politique étrangère américaine à l'égard de l'Afrique de 1945 jusqu'à la fin des années 1990. La

deuxième partie quant à elle met en exergue les caractéristiques fondamentales de la politique africaine des États-Unis dans les années 2000.

La politique américaine à l'égard de l'Afrique ¹

Après la Deuxième guerre mondiale, on assiste à la naissance des mouvements indépendantistes africains et, dès lors, les objectifs de la politique américaine à l'égard de l'Afrique seront dominés par des principes tels que la liberté, l'autodétermination, la démocratie et les droits de la personne. Malheureusement, ces principes nobles seront mis aux oubliettes pendant plus de quarante ans. En effet, de 1947 à 1989, l'endiguement (containment)² et l'eurocentrisme, à un degré moindre sont les principaux déterminants de la politique américaine à l'égard du continent noir. (Ohaegbulam, 1992 : 19). En d'autres termes, durant cette période, la lutte contre l'expansion de l'idéologie communiste est la pierre angulaire de la politique étrangère américaine à l'égard des pays africains (Jackson, 1983 ; Rotberg, 1988 ; Newson, 1990 ; Diamond, 1995 ; Brent, 1990 ; Herbst, 1992). L'expansion de cette idéologie en Afrique, soulignent les Américains, représente une menace pour la sécurité des États Unis et pour celle de la planète toute entière. En effet, à la fin des années 1950, avec l'avènement des indépendances africaines, les superpuissances commencent à réévaluer la signification géopolitique de ce continent. L'Afrique devient le terrain par excellence de la compétition américano-soviétique car elle est composée de jeunes États à la recherche d'une idéologie et d'une stratégie de développement pour la survie de leurs nouvelles nations.

En 1957, le vice-président américain de l'époque, Richard Nixon, suite à une visite effectuée en Afrique, réitère l'importance géostratégique de ce continent au président Dwight Eisenhower: «the course of (Africa's) development... could well prove to be the decisive factor in the conflict between the forces of freedom and international communism » (cité dans Clough, 1992 : 6). Cette déclaration conduit à la création du Bureau des affaires africaines au département d'État américain en 1958. Bien que l'anticommunisme ait été primordial dans la justification de la présence américaine en Afrique, il faut tout de même dire que la politique à l'égard du continent africain était quelque

peu influencée par la philosophie et la doctrine des présidents américains.

Dans les années 1960, John F. Kennedy et son administration adoptent une nouvelle approche face à l'Afrique qui, non seulement, tient compte de l'intérêt national américain et de la lutte contre l'expansion du communisme mais aussi fait de la place à quelques principes idéalistes tels que la démocratisation et les besoins humanitaires. Avec ce dernier, l'aide au développement devient un instrument de politique étrangère de premier plan avec la mise sur pied du Corps de la paix, de l'Agence américaine pour le développement international (USAID) et de l'Alliance pour le progrès. En vérité, ces agences sont tout simplement des instruments de lutte contre le communisme.

Faisant suite au bref mandat de Kennedy, le président Richard Nixon et son conseiller à la sécurité nationale, Henri Kissinger (plus tard secrétaire d'État) adoptent une vision globale de la politique internationale dans laquelle se noient les intérêts régionaux américains en Afrique. (Ohaegbulam, 1992 : 25)

À partir de 1974, certains événements en Afrique australe font revivre la question de l'anticommunisme dans la politique africaine des États Unis et, par conséquent, l'intérêt pour l'Afrique prend de l'ampleur. En effet, en 1975, l'administration Ford autorise une intervention militaire secrète (covert operation) en Angola pour empêcher le Mouvement populaire de libération de Angola (MPLA) pro-soviétique de prendre le pouvoir. Mais, celle-ci échoue et le MPLA, malgré tous les efforts américains, accède au pouvoir. Donc, le 'containment' redevient l'idée maîtresse de la politique américaine à l'égard de l'Afrique.

Le Président Jimmy Carter accède au pouvoir en 1976 et adopte une nouvelle orientation de la politique africaine des États Unis. Il n'est plus question, pense t-il, que le conflit Est-Ouest et le comportement soviétique soient les justifications premières de la politique de Washington à l'égard du continent africain. Pour ce dernier, il faut tenir compte de bien d'autres principes idéalistes tels que les droits et libertés. Cependant, cette nouvelle vision divise l'administration parce que pour le conseiller principal en matière de sécurité nationale de l'époque, Zbigniew Brzezinski, toute politique doit être

justifiée par le comportement soviétique. Alors que pour le secrétaire d'État, Cyrus Vance, il faut traiter les questions africaines dans un contexte purement régional, donc l'approche globale de Kissinger n'est plus acceptable. Mais, la vision de Brzezinski prend le dessus car la politique africaine de Washington ne tarde pas à être dominée de nouveau par les problèmes d'incursions soviétique et cubaine dans le continent africain (Schraeder, 1994 : 33)

La politique de Ronald Reagan, qui prend le pouvoir en janvier 1981, est tout simplement basée sur le facteur soviétique. En effet, toute organisation ou tout pays africain hostile aux Soviétiques a automatiquement les faveurs de Reagan. Pour ce dernier : « l'URSS est 'l'empire du mal' qui est la source première de l'instabilité en Afrique » (Schraeder, 1994 : 34). L'anticommunisme de Reagan est tel que ce dernier s'oppose à la loi anti-apartheid (the Comprehensive Anti-Apartheid Act) du Congrès américain qui a pour but de sanctionner le gouvernement raciste de Pretoria. Pour Reagan, cette loi est inacceptable parce que l'Afrique du Sud est un pays ami stratégiquement bien situé et de surcroît confronté à la soi-disant 'menace communiste' de la African National Congress (ANC) de Nelson Mandela. Les années 1975-1985 représente la période où les Américains sont le plus actifs en Afrique. Malgré quelques écarts dans leurs politiques étrangères, les administrations Reagan, Ford et Carter basent largement leurs politiques sur des considérations géopolitiques. Avec la fin de la Guerre froide, on aurait cru, souligne Michael Clough, que Washington serait enfin libre de développer de nouvelles relations avec l'Afrique, mais cela ne fut nullement le cas (Clough, 1992 : 3).

I- La politique de Washington après la Guerre froide

L'administration de Georges Bush senior, dès son arrivée au pouvoir, rejette cette politique basée sur la lutte contre le communisme et épouse, pour ainsi dire, la 'vision globale' de Nixon qui ne fait aucune place à l'Afrique. En effet, confrontés à l'éventuelle disparition de l'empire soviétique au début de son mandat, Bush et son administration pensent qu'il faut aller au-delà du containment et : « chercher à intégrer les Soviétiques dans la communauté des nations et de les aider à bénéficier de la coopération internationale »

(Schraeder, 1994 : 35). Cette administration, avec la fin de la Guerre froide, établit ainsi les bases du « Nouvel ordre mondial » dans lequel la domination américaine serait incontestable. Mais, malgré ce changement d'attitude face au communisme, aucune politique viable n'a été développée à l'égard de l'Afrique. En fait, Bush n'a aucune vision du rôle des États-Unis dans le continent africain.

Ce manque de vision, selon Marguerite Michaels, est dû au fait que la fin, sinon la défaite du communisme, révèle aux Américains qu'ils n'ont aucun intérêt sur ce continent (Michaels, 1993 : 94). Ce manque d'intérêt se fait automatiquement ressentir au niveau administratif. En 1992, le Bureau des affaires africaines au département d'État perd 70 postes. Durant cette même période, la section africaine de USAID perd environ 40 membres de son personnel sur un total de 130. Ainsi, le leitmotiv de la politique africaine des États Unis durant cette période est : «ne faites aucune demande pour l'Afrique qui coûte de l'argent» (Michaels, 1993 : 94)

La politique africaine de Washington sous la présidence de William J. Clinton

Après son élection en 1993, le président Clinton développe une politique africaine avec des principes idéalistes plus évidents que jamais. Le 21 mai 1993, à la 23ème conférence de la 'African-American Institute', le Secrétaire d'État Warren Christopher déclare que l'administration Clinton fournira un soutien considérable et visible pour le mouvement en faveur de la liberté, de la démocratisation et de l'économie de marché. Au coeur de cette nouvelle relation, ajoute t-il, se trouve un engagement sans précédent envers la démocratie et les droits de la personne qui sont les piliers de la politique étrangère américaine à l'égard de l'Afrique (Christopher , 1993 : 2)

Le 15 septembre 2000, la secrétaire d'État adjointe aux affaires africaines, s'adressant au 'Congressional Black Caucus' souligne « le bilan positif » de la politique africaine de son administration en huit ans de pouvoir : «l'administration Clinton-Gore a réussi à redéfinir les relations entre les États-Unis et l'Afrique. Nous avons évolué au-delà de cette politique basée sur

l'exploitation de l'Afrique due à la compétition entre les superpuissances et à la mentalité patron-client, pour finalement établir avec l'Afrique un partenariat basé sur l'intérêt et le respect mutuels» (Rice, 2000 : 1).

Cependant, il faut souligner que, malheureusement, la politique de l'administration Clinton est très paternaliste et composée d'un éventail de décisions et d'actions imprécises et mal coordonnées qui, en réalité, ne sont mises en place que pour les intérêts américains et pour la personne et l'image du président. Cette absence d'une politique étrangère objective et précise est si apparente que certains auteurs tels que Michael Mandelbaum qualifie la politique étrangère de William J. Clinton de «*Foreign Policy as Social Work*», car il s'agit d'un ensemble d'actions et de décisions humanitaires pour aider l'Afrique dans certaines circonstances (Mandelbaum, 1996).

En matière de démocratisation, l'administration Clinton ne développe véritablement pas de politique particulière permettant de soutenir les Africains dans leurs efforts de construction d'un système de gouvernance basé sur la règle de droit et le respect des droits de la personne. Mentionnons à cet égard, l'exemple des négociations d'un cessez-le-feu 'honteux' en Sierra Leone par Jesse Jackson, envoyé spécial du président Clinton à la fin des années 1990. Ces négociations symbolisent cette absence de politique claire dans ce domaine. Les négociations ont en effet conduit à la conclusion d'accords obligeant le président Ahmed Tejan Kabbah à nommer, vice-président, Foday Sankoh leader du Front uni révolutionnaire et responsable de nombreux massacres de civils. (Corry, 2001).

Pétrole vs démocratie en Afrique : l'administration Clinton choisit le pétrole en abandonnant le mouvement démocratique au Nigeria. En effet, quand le général Sani Abacha prend le pouvoir par les armes en novembre 1993, Washington continue d'acheter le pétrole nigérian en raison d'un demi million de barils par jour et cela équivaut à 8 % de toutes les importations américaines de pétrole cette année là. Alors que les défenseurs des droits humains et de la démocratie au Nigeria et la communauté internationale demandent un embargo pétrolier américain, Clinton, selon ses propres termes,

choisit la voie du « dialogue constructif » qui n'a fourni aucun résultat positif (Fadopé, 2004).

Sur le plan économique et des échanges commerciaux entre l'Afrique et les États-Unis, le président Clinton promulgue, le 18 mai 2000, une loi nommée "African Growth and Opportunity Act" (AGOA). Cette loi, reconduite en 2002, 2004 jusqu'en 2015 par l'administration Bush, « permet à des pays d'Afrique subsaharienne d'exporter vers les États-Unis d'Amérique des produits conformes à des normes définies par le Système de Préférences Généralisées (SGP) sans paiement de frais de douane et sans contingentement.» (SAILD, 2003). Le premier accord se limite essentiellement aux vêtements et au textile. Le 6 août 2002, de nouveaux produits tels que les montres, les chaussures, les sacs à mains et les produits tricotés (les chaussettes, les tee-shirts, etc) sont inclus par l'AGOA II promulguée par Georges W. Bush.

Pour être éligible à participer à cet accord, le pays africain doit respecter les droits de la personne et le pluralisme politique, pratiquer du libéralisme économique et surtout s'ouvrir au commerce et aux investissements américains. Des efforts au niveau de la protection de la propriété intellectuelle et de la lutte contre la corruption et la pauvreté sont aussi exigés aux différents participants du projet. A ce jour, 37 des 48 pays de l'Afrique subsaharienne sont déclarés éligibles à l'AGOA.³ La loi, disent les Américains, a le potentiel de relancer le développement économique, de créer de nombreux emplois dans des régions avec des taux de mortalité, de chômage et de malnutrition les plus élevés au monde. (Bureau de la United States Trade Representative, 2000).

L'AGOA, selon le rapport du Bureau du représentant au commerce des États-Unis publié en mai 2005, représente un véritable succès pour les échanges commerciaux entre les États-Unis et l'Afrique. En effet, en 2004, les exportations américaines en Afrique subsaharienne connaissent une augmentation de 25 % par rapport à 2003 et se chiffrent à 8,6 milliards. Les importations de l'Afrique se chiffrent à 26,6 milliards en 2004 et présentent, elles aussi, une augmentation de 88 % par rapport à 2003. (United States Trade Representative Office, 2005, p.1). Mais ce rapport omet de mentionner que ces échanges commerciaux restent extrêmement sélectifs aussi bien quant

aux participants qu'aux produits concernés. Seulement une poignée de pays, principalement les gros producteurs de pétrole, en l'occurrence le Nigeria, l'Angola et le Gabon se sont accaparés la part du lion quant aux importations et exportations et surtout aux investissements américains en Afrique. Plus important encore est qu'en 2003, 80 % de toutes les importations américaines dans le cadre de l'AGOA sont des produits pétroliers. Le pétrole reste donc la raison principale de l'adoption de cette loi sur les échanges commerciaux entre l'Afrique et les États-unis, car seulement 20 % de ces échanges sont consacrés aux produits du textile et des vêtements (Colgan, 2005). Ainsi, d'un point de vue général, l'AGOA fait peser la balance du côté de la libéralisation des marchés et de l'intégration à l'économie globale dans le seul but de favoriser l'économie américaine, au lieu de mettre l'accent sur le développement durable et équitable en l'Afrique.

D'autres défis de l'AGOA sont qu'en raison de la compétition internationale croissante et surtout des subventions européennes et américaines accordées à leurs industries cotonnières respectives, les Africains doivent, non seulement, trouver les moyens de réduire les coûts de production dans les domaines de l'électricité, des télécommunications et des transports, mais aussi de combattre ces subventions qui minent le développement économique et social de nombreux pays du continent noir. Finalement, il faut souligner que cette loi, mettant l'accent sur la libéralisation des marchés et sur une soi-disante intégration de pays africains à l'économie globale n'a, en vérité, le potentiel de bénéficier qu'à une poignée de nations plus nanties tels que l'Afrique du Sud et le Nigeria. La raison en est que la grande majorité des États africains n'a ni la capacité d'attirer les investissements étrangers ni les moyens de produire pour les marchés internationaux (William, 1998 : 531).

En ce qui concerne l'aide américaine pour la prévention et les règlements de conflits en Afrique, on aura aussi remarqué un écart entre les décisions de la Maison Blanche et leur véritable mise en oeuvre. Le président Clinton s'est fait remarquer par son silence et son absence malgré sa doctrine « Zéro mort » lors des génocides au Rwanda en 1994, où environ 800 000 personnes perdent la vie en 100 jours. Malgré les discours grandiloquents prononcés par Clinton aux quatre coins du globe, il ne fait rien pour arrêter ces massacres. Ainsi, à

plusieurs reprises, ce dernier articule à travers ses interventions au niveau international : « Que vous vivez en Afrique, ou en Europe centrale ou n'importe où ailleurs, si quelqu'un s'en prend à des innocents civils et essaie de les tuer à cause de leurs races, de leurs origines ethniques ou de leurs religions, Nous l'arrêterons » (Business Day, News in Bref, 2000). « Je veux que nous vivions dans un monde où nous nous entendions avec toutes nos différences, (...)» (cité par Krauthammer, 1999). Pour le Rwanda, les États-Unis ne peuvent risquer la vie des soldats américains car Washington n'a aucun intérêt aussi bien dans le domaine de la sécurité nationale que dans celui de l'économie dans ce pays

II- Georges W Bush et l'Afrique

Georges W. Bush arrive au pouvoir avec peu de connaissance et d'intérêt pour la politique internationale (Stein, 2002 : 52). L'Afrique, quant à elle, est tout simplement reléguée aux oubliettes dans les relations américaines avec la communauté internationale. En effet, lors du deuxième débat Bush-Gore durant la campagne électorale, Bush n'hésite pas à déclarer que le continent noir n'est pas une priorité pour les États-Unis contrairement à l'Europe, l'Asie, le Moyen-Orient et les Amériques qui sont stratégiquement plus importants⁴. Lors de ce même débat, Bush souligne que les efforts pour l'éradication du sida relèveraient de la responsabilité de la communauté internationale.

Mais, cette « impression - qualifiée de fausse – apparue lors de la campagne présidentielle», nous dit John Corry, « a été corrigée par la tournée africaine en fin mai 2001 du secrétaire d'État américain Collin Powell. Cette visite reflète «le nouveau style du gouvernement américain : un style respectueux, franc et direct» (Corry, 2001). Il est vrai qu'il existe un changement politique en ce qui concerne l'Afrique, cependant, nous devons souligner que, contrairement à John Corry, l'attitude de Powell n'est pas un reflet de la politique de l'administration Bush à l'égard de l'Afrique. Comment donc expliquer ce revirement de politique de la Maison Blanche qui constitue l'une des plus grandes surprises du mandat de George W. Bush. En réalité, depuis la fin de la Guerre, deux approches se sont nettement dessinées dans la politique de Georges W Bush à l'égard de l'Afrique : il s'agit de l'engagement

sélectif et de la politique du «Legacy»

L'engagement sélectif et l'Afrique

De Ronald Reagan à Georges W. Bush, en passant par Bush senior et Bill Clinton, l'engagement sélectif domine la politique étrangère américaine depuis la fin de la Guerre froide et de l'implosion de l'Union soviétique. Mais, c'est sous la présidence de Georges W. Bush que l'application de cette approche à l'égard de l'Afrique demeure évidente. Pour les observateurs de la politique étrangère, l'engagement sélectif, par définition ou par application, n'est ni du multilatéralisme ni de l'unilatéralisme (Stein, 2002 : 52). En 2001 Richard Haass, le chef du Policy Planning Staff au département d'État de l'administration Bush, définit l'engagement sélectif comme du « multilatéralisme à la carte » (Stein, 2002 : 52)

Le Secrétaire d'État de l'époque, Collin Powell rejette l'étiquette «unilatéraliste» donnée à la politique étrangère après le 11 septembre 2001. Powell explique que les États-Unis sont: «interested in pulling together coalition [but] where [US] national interests are not served by being multilateral or participating in something that we know is not in our national interest and we don't think serves the purpose that other think it serves, we have to speak out» (Stein, 2002 : 53), autrement dit, Washington intervient pour défendre ses intérêts quand lui et lui seul le juge nécessaire. En réalité, l'approche s'apparente fondamentalement à un véritable bilatéralisme beaucoup plus dangereux que l'unilatéralisme pour le reste du monde. En effet, elle conduit la Maison Blanche à faire des choix stratégiques sur le lieu, le moment et la question sur laquelle les États-Unis doivent intervenir. Le critère fondamental à souligner quant à l'intervention américaine sur la scène internationale reste l'intérêt national américain en terme géostratégique, économique et sécuritaire et ce, peu importe l'impact que celle-ci peut avoir sur le reste de la communauté internationale.

Les caractéristiques de l'engagement sélectif sont :

1. L'engagement sélectif (comme l'unilatéralisme d'ailleurs) amène Washington à ne pas tenir compte de l'opinion de l'ensemble de la

communauté internationale et aussi surtout de l'impact de ses interventions sur cette dernière.

2. L'approche de l'engagement sélectif favorise la mise sur pied de politiques basées sur le concept du «Pivotal State» qui amène Washington à concentrer l'essentiel de ses relations vers certains pays considérés comme des États pivots ou centraux. Ce qui définit l'État pivot : « c'est sa capacité à influencer la stabilité régionale [...] leurs succès ou échecs affectent les pays de la région et surtout les intérêts américains» (Chase, Hill et Kennedy, 1996 : 37). Ainsi, nous pouvons citer l'Afrique du Sud en Afrique australe, le Nigeria en Afrique occidentale. Ces derniers reçoivent des traitements privilégiés de la part de Washington qui, à travers ces puissances hégémoniques régionales africaines, protège ses intérêts régionaux.
3. Mais, la conséquence la plus sérieuse est que cette approche contraint les Américains à se départir de leur responsabilité de seule superpuissance à l'égard du reste du monde. En effet, Washington rejette les principes et les processus multilatéraux quand vient le temps de faire face à certaines catastrophes et urgences globales. Nous pouvons, à cet effet, rappeler le refus de Bill Clinton d'intervenir lors du génocide au Rwanda en 1994 car Washington n'y avait aucun intérêt aussi bien dans le domaine de la sécurité nationale que dans celui de l'économie. Autrement dit, l'engagement sélectif réduit à néant la notion de «responsabilité positive » liée au rôle de seule superpuissance du monde qui devrait conduire Washington à développer des politiques et des initiatives désintéressées pour d'aider les pays du Tiers monde à lutter contre la pauvreté, le sida et à favoriser la naissance d'une culture démocratique

Quant à l'Afrique, depuis la fin de la Guerre froide, l'intérêt national américain serait principalement lié aux questions de sécurité nationale. Et à un degré moindre, les questions économiques deviennent de plus en plus importantes depuis la fin des années 1990 et le début des années 2000 avec la flambée du prix du pétrole sur le marché international, Washington porte une attention encore plus grande à des pays tels que le Nigeria et le Gabon, comme nous le verrons plus loin. Depuis les attentats du 11 septembre 2001 à New

York, la lutte contre le terrorisme devient la pierre angulaire des relations américano-africaines, et ce, en remplacement de l'endiguement. Il s'agit en fait d'un retour vers la politique dangereuse et malsaine de la Guerre froide qui amenait Washington à soutenir les dictatures africaines qui, à des degrés différents, participaient à la lutte contre l'expansion du communisme et ce, malgré les exactions et violations perpétrées par ces dernières à l'égard de leurs populations respectives. De nos jours, la Maison Blanche applique cette même politique au nom de la lutte contre le terrorisme. L'approche de l'engagement sélectif conduit donc les États-unis à sélectionner un certain nombre de pays africains avec lesquels Washington développe des relations privilégiées pour la défense de ses intérêts économiques (Nigeria, Afrique du Sud et Gabon, etc.) et sécuritaires (Djibouti, Kenya, et Somalie etc.).

Les exemples suivants des relations américaines avec Djibouti et surtout, la Mauritanie qui n'était pas éligible à l'AGOA en 2000 à cause des violations constantes des droits de la personne dans ce pays (Bullard et Waite, 2000), en disent long à ce sujet.

À Djibouti, les forces armées américaines établissent une base antiterroriste régionale ayant pour but de surveiller les activités du groupe terroriste Al-Qaida dans l'Est de l'Afrique, particulièrement au Kenya, en Somalie, en Éthiopie et dans certains pays arabes avoisinants tel que le Yémen. En contrepartie, l'aide américaine, d'environ trois millions de dollars par année avant le 11 septembre 2001 passe à 10 millions de dollars en 2002. Pour l'année 2003, le dictateur djiboutien, le président Ismaël Omar Guelleh reçoit 31 millions de dollars d'aide de l'administration Bush (MacLaughlin, 2003). Mais, il est de notoriété publique que le président djiboutien, connu sous le nom de « tortionnaire de Djibouti » est responsable de nombreuses exactions commises à l'encontre de la population civile. Ce dernier, dont les actions sont vivement condamnées par le Parlement européen et la Commission africaine des droits de l'homme, a fait l'objet d'une plainte pour torture et crimes contre l'humanité en France. Mais, ces faits n'empêchent pas Washington de coopérer avec Djibouti au nom de la lutte contre le terrorisme.

L'ancien président mauritanien Mohaouya Ould Taya, pour souligner l'alignement de son régime sur la diplomatie américaine, quant à lui, procède

en mai 2003 à l'arrestation de plusieurs membres du Parti du renouveau national dirigé par des sympathisants du parti Baas irakien et à la fermeture de leurs locaux. Ces derniers sont accusés d'avoir violé la constitution et la loi sur les partis politiques. Toutefois, il faut préciser que la Mauritanie, lors de la première guerre du Golf en 1991, est du côté de Saddam Hussein mais opère un revirement stratégique en nouant les relations diplomatiques avec l'Israël, allié traditionnel américain, en octobre 1999. Et, depuis les attentats du 11 septembre 2001, nous dit Djibril Touré, le gouvernement de « Ould Taya [s'est lancé] dans une guerre contre le 'terrorisme islamiste' en Mauritanie en épurant le parti présidentiel de ses sympathisants baasistes mordus à l'idéologie du nationalisme panarabiste» (Touré, 2003). Tous ces comportements et changements que l'on pourrait qualifier de pro-américains valent au gouvernement mauritanien les bonnes grâces de la Maison Blanche.

En effet, selon les autorités américaines, les intérêts nationaux américains en Mauritanie sont la démocratie, les droits de la personne et la lutte contre le terrorisme. La condamnation des attentats du 11 septembre par le gouvernement mauritanien, son soutien explicite à la lutte contre le terrorisme et, surtout, ses nouveaux engagements envers l'Israël ont ravivé la générosité des Américains à l'égard de la Mauritanie. En effet, dans le cadre d'un projet nommé « l'Initiative pan-Sahel » qui est une sorte de partenariat entre les États-Unis, la Mauritanie, le Tchad, le Mali et le Niger, les Américains, selon la Federation of American Scientists (FAS) (2003a) versent 283 000 dollars (83 000 en 2001, 100 000 en 2002 et 100 000 de dollars en 2003) pour la formation de l'armée mauritanienne dans le cadre d'un programme militaire appelé le 'International Military Education and Training' (IMET). La Mauritanie est aussi éligible pour recevoir en 2003 des 'Excess Defence Articles' (EDA) qui sont des subventions qui serviront au contrôle et au renforcement des frontières et aussi à la participation aux activités de maintien de la paix. Toujours selon la FAS, dans le cadre d'un autre programme le 'Nonproliferation, Anti-terrorism, Demining and Related' (NADR), le gouvernement de Nouakchott reçoit 400 000 en 2001, et 200 000 dollars en 2003 pour déminer le Nord du pays et lutter contre le terrorisme. Et enfin un million de dollars lui sont versés sous le programme d'aide économique en 2003

(Federation of American Scientist 2003b).

Mais, malheureusement pour les Américains, le 2 août 2005 le président mauritanien Mohaouya Ould Taya est renversé par un coup d'État militaire. Washington réagit vivement et réclame le retour du président déchu car les États-Unis viennent de perdre un allié important pour la lutte contre le terrorisme. Mais, très vite, Washington accepte la situation et arrête de demander le retour de Mohaouya. De nos jours les relations entre Nouakchott et Washington demeurent excellentes et la Mauritanie est redevenue l'alliée indéfectible américain pour la lutte contre le terrorisme.

La politique du «Legacy»

La deuxième approche est celle de la « politique de legacy » qui est construite à partir du concept de legacy lui-même ou d'héritage. La question fondamentale, comme l'on dirait dans les coulisses de la Maison Blanche à Washington, serait de savoir « How will the President be remembered? », comment se souviendra-t-on du président? Concrètement, cette politique consiste à associer à jamais une politique ou des initiatives au nom de famille du président. Celles-ci peuvent véhiculer des idéologies ou des messages électoraux favorables au président du moment. Ainsi, cette politique de 'legacy' permet non seulement, à l'administration Bush de mettre en exergue son soi-disant intérêt pour l'Afrique mais aussi de redorer son blason auprès de l'électorat noir américain qui dans une certaine mesure s'est toujours soucié du sort du continent africain. Malheureusement, cette approche ne tient compte ni des résultats ni de l'impact des politiques sur les pays africains, comme nous le verrons dans les paragraphes suivants avec les politiques américaines concernant l'aide au développement et le sida.

En effet, pour le traitement du Sida, les pays membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) y compris les États-Unis, adoptent la Déclaration de Doha au Qatar en novembre 2001 et celle-ci stipule que les brevets sur les médicaments ne doivent pas empêcher les pays pauvres d'avoir accès aux soins médicaux essentiels. Mais, selon de nombreux observateurs de

la politique africaine des États-Unis, Washington s'oppose constamment aux efforts d'assouplissement des règles dans le domaine des brevets qui permettraient aux Africains d'avoir accès à des versions génériques bon marché de nouvelles drogues contre le sida. En fait, la position officielle américaine est que les États-Unis n'acceptent pas les drogues génériques sécuritaires et efficaces approuvées par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) (Curtius, 2004). Et, cela est tout simplement dû aux liens étroits entre l'administration Bush et les puissantes compagnies pharmaceutiques qui demeurent parmi les plus grands contributeurs financiers du Parti républicain américain.

Randall Tobias, ancien président directeur général de la compagnie pharmaceutique Eli Lilly & Co dans les années 1990, sans expérience aucune ni en santé publique ni dans le domaine international, est nommé récemment coordinateur de la nouvelle initiative américaine sur le Sida dotée un budget de 15 milliards de dollars (Africa Action, 2003). Selon Sharonann Lynch de l'organisation de lutte contre le sida, Health Global Access Project, Tobias est « the front man for Bush's ideology-driven policies on prevention and on treatment of AIDS » (Curtius, 2004). En plus de ce rôle de marionnette idéologique, ce dernier, protégerait aussi les intérêts des firmes pharmaceutiques en empêchant les pays sous développés qui acceptent l'aide américaine de se procurer des drogues génériques bon marché. Il y a donc une contradiction flagrante entre la déclaration de Bush lors de son discours sur l'État de l'union, le 28 janvier 2003 et les actions concrètes de son administration. Le résultat de cette politique est que l'éradication de ce fléau est un objectif difficile à atteindre car très peu d'individus dans les pays africains concernés reçoivent des traitements appropriés.

Cette nouvelle vision politique, sous le couvert de la politique de legacy, va au-delà même de l'aide à l'éradication du sida en Afrique, pour toucher un domaine beaucoup plus large qui est celui de l'aide internationale. En effet, en mars 2002, Bush propose une augmentation de 50 % du budget de l'aide au développement sur trois ans à raison de 5 milliards par année à travers la création d'un «Millennium Challenge Account» (MCA) qui permettra d'aider les pays respectant les principes de justice sociale, de démocratisation et, en

général, oeuvrant pour le bien-être de leur population. Lors de ce même discours sur l'état de l'union, il propose une augmentation de fonds additionnels de 10 milliards de dollars sur les cinq prochaines années pour combattre le sida en Afrique et dans les Caraïbes. Il demande aussi au Congrès d'accorder 200 millions de dollars pour un fond anti-famine et 100 millions pour alimenter un fond d'urgence. Si toutes ces propositions sont entérinées par le Congrès, le budget total de l'aide au développement passera d'environ 11 milliards de dollars en 2002 à 18 milliards de dollars en 2006. Toutes ces initiatives sont très surprenantes et inattendues de la part d'un président républicain conservateur dont le parti démontre durant de nombreuses années un véritable antagonisme à l'égard de l'aide au développement (Radelet, 2003).

En réalité, il s'agit d'une opération de relations publiques aussi bien au niveau national qu'international. George W. Bush soudain devient un leader conservateur doté d'une compassion incommensurable et engagé à aider le peuple africain à éradiquer le sida. Au plan international, c'est, en définitive, que de l'opportunisme politique à la veille du sommet sur le développement à Monterrey au Mexique du 18 au 22 mars 2003. Pour les stratégestes de la Maison Blanche, une telle déclaration, jugée convaincante, devrait en principe amener les chefs de gouvernements présents au Mexique et l'ensemble de la communauté internationale à considérer le président Bush comme 'le champion' de la lutte contre le sida et du sous-développement. Au niveau interne, ces déclarations ont le potentiel de rallier le vote noir américain lors des élections présidentielles de novembre 2004.

Il faut ajouter enfin que le Millennium Challenge Account» (MCA), mentionné plus haut, fournirait de l'aide à très peu de pays africains car rares sont ceux qui rencontrent les strictes conditionnalités économiques et politiques imposées par cette initiative pour l'obtention de l'aide. Autrement dit, cette dernière n'aide pas véritablement à lutter contre la réduction de la pauvreté en Afrique car peu de pays sont éligibles à recevoir le financement prévu à cet effet (Colgan, 2005).

La visite de la nouvelle secrétaire d'État américaine, Condoleezza Rice, au Soudan et au Sénégal en juillet 2005 ne semble pas avoir convaincu les observateurs de la politique internationale de la bonne volonté du

gouvernement américain de mettre sur pied les bases d'une politique étrangère viable à l'égard de l'Afrique. En effet, il a été reproché à Rice d'avoir, entre autres, des visions de politique internationale contraires aux intérêts du continent africain. «[...] her trip to Senegal and Sudan was too little and too long in coming, reflecting perhaps a lack of concern ». Romona Edeliln, académicien et trésorier de la Black Leadership Forum à Washington, D.C ajoute que : «Dr Rice's world view, policies and priorities are contrary to the interests of African descended people around the globe» (www.alternet.org/story/23689/).

Conclusion

La politique étrangère américaine à l'égard de l'Afrique dans les années 1990 et 2000 est une politique, de prime à bord, opportuniste, sans probité aucune et paternaliste franchissant les barrières partisanses. Elle est conceptuellement grandiloquente avec les 'j'aime l'Afrique' à la Clinton; politiquement malsaine avec ce retour aux stratégies de la Guerre froide où la Maison Blanche n'hésite pas à financer les dictatures africaines au nom de la lutte contre le terrorisme et; économiquement peu rentable pour l'Afrique, puisque l'intérêt économique américain reste le seul fondement de toutes transactions ou accords économiques.

Washington devrait développer des politiques construites sur des objectifs précises qui contribueraient au renforcement de la démocratie, à la résolution des conflits, à la lutte contre la pauvreté, à l'éradication du sida et, finalement, à l'extirpation de l'Afrique du sous-développement. Ces objectifs seraient difficilement atteints, uniquement, sur la base de relations bilatérales, bien que celles-ci soient importantes dans toute politique étrangère. En d'autres termes, l'abandon de l'approche de l'engagement sélectif serait de mise car celui-ci favorise le développement de relations bilatérales et surtout, avec les États dit pivots.

Toute nouvelle politique doit adopter une vision régionaliste, comme certaines administrations ont d'ailleurs tenté de le faire sans succès car leur approche régionale était construite à partir du concept de l'État pivot. Une approche régionale efficace devrait conduire Washington à travailler et à

coopérer avec les organisations régionales tels que la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) en Afrique de l'Ouest, et le Southern African Development Community (SADC) en Afrique australe, l'Union africaine pour ne citer que celles-ci (Africa Action, 2003). Cette stratégie régionale basée sur la coopération avec les organisations régionales permettra, non seulement, de tenir compte des réalités régionales mais aussi de s'éloigner de la notion de la notion de l'État pivot. L'approche régionale reste donc un cadre très favorable à la mise sur pied du partenariat dont parlait Clinton, partenariat basé sur un dialogue constructif non sur l'unilatéralisme de Washington

Notes

1. Dans cet article, nous utiliserons le terme 'Afrique' pour faire référence à l'Afrique Subsaharienne ou à l'Afrique noire. Les raisons, comme le souligne Clough (1992), en sont que d'abord les différentes administrations au pouvoir ont toujours eu tendance à traiter l'Afrique du Nord (l'Algérie, l'Égypte, le Maroc, la Libye et la Tunisie) comme faisant partie du Moyen Orient, peut être pour des raisons religieuses, culturelles, etc. Une autre raison est que les intérêts américains dans le Maghreb sont de loin plus importants qu'en Afrique noire et cela change la dynamique des relations entre Washington et les pays de l'Afrique du Nord.
2. Pour une idée générale sur la doctrine du 'containment' voir (Kissinger, 1994); pour une discussion sur la doctrine du 'containment' en Afrique voir (F. Ugboaja Ohaegbulam, 1988) Michael Clough, " U.S. Policy Toward the Third World in the Twenty-First Century", dans Thomas G. Weiss et Meryl A. Kessler (édi par), *Third World Security in the Post-Cold War Era*, London, Lynne Rienner Publishers, 1991, pp. 67-84.
3. Liste des 37 pays éligibles a l'AGOA sont : l'Angola; le Bénin; le Botswana; le Burkina Faso; le Cameroun; le Cape Vert; le Tchad; le Congo; la République démocratique du Congo; Djibouti; l'Éthiopie; le Gabon; la Gambie; le Ghana; la Guinée; la Guinée Bissau; le Kenya; le Lesotho; Madagascar; le Malawi; le Mali; la Mauritanie; l'Île Maurice; le Mozambique; la Namibie; le Niger; le Nigeria; le Rwanda; Sao Tome et Principes; le Sénégal; les Seychelles; le Sierra Leone; l'Afrique du Sud; le Swaziland; la Tanzanie; l'Uganda; et la Zambie. En décembre 2004, le Burkina Faso est ajouté à la liste des pays éligibles et la Côte d'Ivoire retirée à cause des problèmes politiques et sociaux qu'elle vit de nos jours
4. www.americasdebate.com/forums/index.php?showtopic=9026&st=20

Bibliographie

- Abraham, Naomi, 2005, «Rice's Africa Reach ».Women's eNews. 25 juillet 2005. www.alternet.org/story/23689/ consulté septembre.

- Africa Action. « US/Africa: Broken Promises and Betrayals ». <http://www.africaaction.org/docs03/prom0309.htm>
- African Fund. African Growth and Opportunity Act : Pros and Cons. <http://africanfund.prairienet.org/AGOALERT.html> (consulté en mars 2004)
- Association of Concerned Africa Scholars, The Case Against The Africa Growth and Opportunity Act (H.R.1432). (consulté le 8 mars 1998). www.prairienet.org/acas/acasback.html
- Brent, R. Stephen, 1990-1991, «Aiding Africa ». *Foreign Policy*, no. 80, hiver, pp. 121-140 .
- Bullard, Alice et Waite, Jason M. « In Opposition to Eligibility of Mauritania for Trade Benefits Under the African Growth and Opportunity Act». (consulté en août 2000) <http://humanrights.gatech.edu/agoacomment.php>
- Bureau de la United States Trade Representative. African Growth and Opportunity Act and Caribbean Basin Initiative Trade Enhancement Act. Washington, DC, (consulté le 4 mai 2000). http://www.state.gov/www/regions/africa/fs_ustr_agoa.html;
- Business Day. Trade Terms Eased. News in Bref, le 2 octobre 2000. www.bday.co.za/bday/content/direct/1,3523,712460-6078-0,00.html (consulté en décembre 2004)
- Chase, Robert S, Emily B. Hill et Paul Kennedy, 1996, « Pivotal States and U.S. Strategy ». *Foreign Affairs*, vol. 75, no.1, pp. 33-51.
- Christopher, Warren, 1993, The United States and Africa: A New Relationship. Discours prononcé à la 23^{ème} conférence de la 'African-American Institute' Reston, Virginie, 23 mai.
- Clough, Michael, 1991, « U.S. Policy Toward the Third World in the Twenty-First Century». dans Thomas G. Weiss et Meryl A. Kessler (édi par), *Third World Security in the Post-Cold War Era*, London, Lynne Rienner Publishers, pp. 67-84.
- Clough, Michael, 1992, *Free at Last : U.S. Policy Toward Africa and the End of the Cold War*. New York, Council on Foreign Relations Press.
- Colgan, Ann-Louise. « Africa Policy outlook 2005 ». *Foreign Policy in Focus*. <http://www.fpif.org/papers/2005africa.html> (consulté en septembre 2005).
- Corry, John, 2001, « Les relations américano-africaines changent de styles». *African Geopolitics*, no. 3, été. http://www.african-geopolitics.org/home_french.htm (consulté en janvier 2004).
- Curtius, Mary, 2004, « US Official May Prove Unpopular at AIDS Conference». *Los Angeles Times*, 11 juillet. <http://www.aegis.com/news/lt/2004/LT040707.html> (consulté en décembre 2004).
- Davis, Nathaniel, 1978, « The Angola Decision : A Personal Memoir ». *Foreign Affairs*, vol. 57, no 1, automne, pp.109-124.
- Diamond, Larry, 1995, «Promoting Democracy in Africa :U.S. and International Policies in Transition». dans John W. Harbeson et Donald Rothchild (éd. par), *Africa in World Politics : Post-Cold War Challenges*, Boulder, Westview Press, pp. 250-254.
- Dieudonné, Martin, 1998, «l'implication des puissances occidentales dans les processus de démocratisation en Afrique : analyses des actions américaines et françaises au Cameroun (1989-1997)», *polis*, vol.6, no. 2,.
- Duignam, Peter et L. H. Gann, 1984, *The United States and Africa : A History*. Cambridge, Cambridge University Press.
- Fadopé, Cece Modupé, 2005, «Nigeria». *Foreign Policy in Focus*, 2004, <http://www.fpif.org/pdf/vol2/12ifnig.pdf> (consulté en septembre)
- Federation of American Scientist .Arms Sales Monitoring Project. www.fas.org/asmp/profiles/aids/ fy2003part7 (consulté en avril 2004)

- Federation of American Scientist. War on Terrorism (security assistance tables) www.fas.org/terrorism/at/docs/waronTerroid.html (consulté en avril 2004)
- Harbeson, John, 1995, «Africa in World Politics : Amid Renewal, Deepening Crisis». dans John W. Harbeson et Donald Rothchild (éd. par), *Africa in World Politics : Post-Cold War Challenges*, Boulder, Westview Press, pp.1-15.
- Herbst, Jeffrey, 1992, *U.S. Economic Policy Toward Africa*. New York, Council on Foreign Relations.
- <http://dosfan.lib.uic.edu/ERC/briefing/dossec/1993/9305/9305dossec.html> (consulté en janvier 2003)
- Kissinger, Henry, 1994, «Reflections on Containment». *Foreign Affairs*, vol.73, no.3, mai/juin, pp.113-130.
- Kitchen, Helen, 1983, *U.S. Interest in Africa*. New York, Praeger.
- Kitchen, Henri F. Jackson, 1982, *From the Congo to Soweto : U.S. Foreign Policy Toward Africa Since 1960*. New York, William Morrow, & Company.
- Krauthammer, Charles, 1999, « The Clinton Doctrine», CNN.Com, 29 mars, www.cnn.com/ALLPOLITICS/time/1999/03/29/doctrine.html. (consulté en février 2005)
- Lobe, Jim. «Indonesia Crisis : Clinton Doctrine dies in Dills Streets». Asia Times on Line, 17 septembre 1999. www.atimes.com/se-asia/AI17Ae04.html (Consulté en juin 2003).
- MacLaughlin, Abraham, « In Africa, US Looks beyond Liberia» *The Christian Science Monitor*, 13 août 2003, www.csmonitot.com/2003/0813/p01s03-w0af.html. (consulté en janvier 2004)
- Mandelbaum, Michel, 1996, « Foreign Policy as Social Work». *Foreign Policy*, vol. 75, no 1, janvier / février, pp 17 – 31.
- Michaels, Marguerite, 1993, « Retreat From Africa, Foreign Affairs, vol. 72, no 1, pp.93-108.
- Newsom, David, 1990, «After the Cold War: U.S. Interest in Sub-Saharan Africa ». *Washington Quarterly*, vol. 13, no. 1, winter, pp. 99-114.
- Ohaegbulam, F. Ugboaja, 1988, «From Truman to Reagan ». *TransAfrica Forum*, vol.6, no.1, automne, pp.7-34.
- Ohaegbulam, F. Ugboaja, 1992, «The United States and Africa After the Cold War". *Africa Today*, vol. 39 issue 4, pp. 19-29.
- Radelet , Steven, 2003, « Bush and Foreign Aid », *Foreign Affairs*, vol 82, no. 5, pp.104-117.
- Rice, Susan E, 1999, « U.S. Economic Policy Toward Africa ». Discours présenté à la Havard Business School, Africa Business Conference, Boston, Massachusetts, le 30 janvier, pp 1-6. [Http://www.state.gov/www.regions/africa/990130_rice.html](http://www.state.gov/www.regions/africa/990130_rice.html) (consulté en décembre 2003)
- Rotberg, Robert I, 1998, (éd par). *Africa in the 1990s and Beyond: U.S. Policy Opportunities and Choices. Algonac (MI)*, Reference Publications.
- SAILD, 2003, L'AGOA et ses produits. Agridoc, ministère des Affaires étrangères, février www.agridoc.com/fichestechniques_gret/politiques-agricoles/11_Agoa.pdf consulté en septembre 2005
- Schraeder, Peter J, 1994, *United States Foreign Policy Toward Africa : Incrementalism, Crisis, and Change*. Cambridge, Cambridge University Press.
- Stein Kenneth W, 2002, «The Bush Doctrine: Selective Engagement in the Middle East». *Middle East Review of International Affairs*, vol 6, no 2, juin, pp. 52-61.
- The Legacy: President Clinton's legacy to Africa. www.acapublishing.com/legcontent, (consulté en janvier 2004).
- Touré, Djibril, 2003, « Tentative de coup d'État en Mauritanie, le Proche-Orient n'est pas si loin de nous ». L'hebdomadaire du Burkina, no. 220, du 13 au 19 juin.

- United States Trade Representative Office. 2005 Comprehensive Report on US Trade and investment Policy Toward Sub-Saharan Africa and Implementation of the African Growth and Opportunity Act, the Fifth of eight Annual Reports. May 2005.
- Waldemar, Nielson A, 1969, *The Great Powers and Africa*. New York, Praeger.
- William, Martin, 1998, «Dictated Trade: The Case Against the Africa Growth and Opportunity ». *Review of African Political Economy*, vol.25, no. 77, septembre, pp 530- 539.
- www.americasdebate.com/forums/index.php?showtopic=9026&st=20 (consulté en janvier 2004).
- www.fasonet.bf/hebdo/actualite2/hebdo220/autopsietentative2220.htm. (consulté en juin 2004)